

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence : n°006/25/MSI/DMS/AIAF

version : 1 date: 13/06/2025

CCTP pour le (ou les) site(s) de ⁽¹⁾ : AIA CF ☒ AIA BX ☐ AIA CP ☐

(1) cocher les cases correspondantes

OBJET

REMPLACEMENT D'UNE CUVE DE KEROSENE
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FERRAND

Références documentaires éventuelles :

Résumé :

Entité émettrice: MSI

Mots-clés :

REDIGE PAR

Émetteur du besoin
(nom,date,visa)

Valentin MAGNER
DMS/MSIE

Valentin MAGNER

13/06/25.

VERIFIE PAR

Prescripteur
(nom,date,visa)

ICT/DGA Gaëlle BELLIARDO

BELLIARDO Gaëlle

18/06/25.

APPROUVE PAR


Sous-directeur
Par délégation
Chef du Département MS
(nom,date,visa)

ICD-HC Philippe DARTIGUES
Chef du Département Moyens de Soutien

DARTIGUES Philippe
18/06/25


Diffusion externe :

Diffusion interne : HAUL

 MINISTÈRE DES ARMÉES <small>Liberté Égalité Fraternité</small> <small>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</small>	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025
--	--	---


Synthèse des évolutions du document

Indice	Date	Paragraphes modifiés	Synthèse et justification de la modification
0	14/05/2025		Edition initiale
1	13/06/2025	§5.3 et §7	BMR/HSCT

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	--

SOMMAIRE

1 – OBJET /CONTEXTE	2
1.1 – Définition du besoin	2
1.2 – Documents de référence	2
1.3 - Terminologie	2
2 – NATURE ET OBJECTIF DES PRESTATIONS.....	3
3 – CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS	3
4 – CALENDRIER / ORGANISATION / DOCUMENTS A FOURNIR.....	5
5 – MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE	6
5.1 – Généralités.....	6
5.2 - Plan de prévention.....	6
5.3 – Formation.....	7
5.5 –Équipements de protection individuelle (EPI).....	7
5.6- Travaux en hauteur.....	8
5.7- Risque amiante	8
5.8- Formation des travailleurs.....	8
5.9- Traitement des déchets	9
6 – CONDITIONS D'ACCES SUR LE SITE.....	9
7 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	11
8 - Opérations de vérification et de réception	14
8.1- Vérification de la conformité de l'installation.....	14
8.2- Réception des prestations.....	14
9 – GARANTIE.....	14
10 – ANNEXES	14

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	--

1 – OBJET /CONTEXTE

1.1 – Définition du besoin

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet la description des travaux concernant le remplacement en lieu et place d'une cuve de stockage de kérosène F44 (liquide inflammable) au profit du bâtiment 38 de l'atelier industriel de l'aéronautique de Clermont Ferrand. Ce bâtiment est classé ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement) dans la rubrique 1434-1-B.


1.2 – Documents de référence

Les installations à réaliser doivent être conformes aux normes et réglementation en vigueur pour la distribution (à titre privé) de carburant aviation de type kérosène F44 à la date de l'offre, notamment :

- Norme NF-EN-12285-2 pour les cuves en acier à double paroi enterrée,
- Norme EN 13160,
- Norme NF EN 13616,
- Arrêté du 15 avril 2010 sous la rubrique 1435,
- Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration
- Arrêté du 1^{er} juillet 2004 relatif au stockage des produits pétroliers,
- La réglementation concernant les moyens de manutention et levage dans le cadre de travaux
- Le code du travail,
- Le code de la construction.

1.3 - Terminologie

- AIA CF : Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont – Ferrand
- SIAé : Service Industriel de l'Aéronautique
- CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- ICPE : installation classée pour la protection de l'environnement
- HSE : Hygiène Sécurité Environnement
- EPI : Equipements de Protection Individuelle
- RSC : Responsable de Suivi de Contrat
- DMS : Département moyens de Soutien

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025</p>
--	--	---

2 – NATURE ET OBJECTIF DES PRESTATIONS

- Fourniture et pose d'une cuve neuve de 30 m³ de stockage de carburant aviation (F44) en lieu et place de l'existant,
- Installation de l'ensemble des équipements nécessaires au respect de la réglementation en vigueur,
- Réalisation de tous les contrôles nécessaires par un organisme agréé.

L'ensemble de ces équipements est à installer sur le socle enterré existant, (plan d'implantation en annexe 1).

3 – CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS

Cuve de 30 m3 - kérosène F44 – bâtiment 38 (ICPE)

Caractéristiques de la cuve existante :

- Matière : acier
- Diamètre : 2,5 m
- Longueur : 6,6m
- Fonds bombés
- 2 trous d'hommes diamètre : 0,5m


Description des travaux à effectuer par le titulaire :

- Balisage du chantier, consignation hydraulique et électrique
- Vidange du restant de kérosène, nettoyage intérieur et dégazage de la cuve
- Terrassement, dépose, manutention et évacuation de la cuve et des supports associés
- Fourniture et pose, sur le socle existant, d'une cuve enterrée double paroi de 30 m³ pour liquide inflammable, galvanisée intérieur et extérieur
- Cerclage de la cuve sur son socle

En partie supérieure, dans le caniveau existant, cette cuve est composée des éléments ci-dessous :

- Un limiteur de remplissage,
- Un tube de remplissage avec filtre, vanne et clapet anti retour,
- Un tube d'aspiration avec vanne et clapet anti-siphon,
- Un évent avec rehausse,
- 2 trous d'homme (identique à l'existant)
- Une jauge manuelle,
- Une jauge électronique avec flotteur, détecteur d'eau et indicateur de température,

Cette liste n'est pas exhaustive. Le titulaire est tenu de prévoir l'ensemble des équipements réglementaires.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	--

Le titulaire doit également prévoir :

- La reprise à neuf et à l'identique des tuyauteries d'alimentations verticales existantes au-dessus de la cuve, sur la hauteur située en dessous du premier coude,
- La pose de brides et vannes spécifiques kérosène sur l'ensemble des départs / retours,
- L'ajout au sol d'un support de tuyauterie sur mesure (afin de limiter l'appui sur le plateau)
- L'application d'une peinture antirouille adaptée sur l'ensemble des tuyauteries extérieures (couleur à définir avec le maître d'ouvrage)
- La main d'œuvre nécessaire à toutes les opérations,
- La fourniture des matériels et outillages nécessaires et les moyens de levage,
- Les frais de déplacement,
- Les frais liés aux éventuels contrôles réglementaires par un organisme agréé,

Le titulaire doit au titre du marché les raccordements électriques et hydrauliques de l'ensemble des équipements.


Il doit plus particulièrement :

- La pose de la jauge électronique (voyants déportés dans bat 38),
- La pose du détecteur de fuite (voyants déportés dans bat 38),
- La réalisation de la mise à la terre de l'ensemble des équipements,
- La réalisation d'une remontée de l'évent. L'orifice de sortie à l'air libre doit se situer à au moins 4 ml au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur.
- La réalisation d'un déport de la tuyauterie de remplissage. Le remplissage doit se faire à une hauteur maximum de 1ml par rapport à l'aire de stationnement du véhicule livreur.
- La tuyauterie de remplissage est équipée d'un raccord conforme et compatible avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de livraison d'hydrocarbures.

Aucune tuyauterie flexible entre le réservoir et les différents accessoires (vannes, clapets, robinets, ...) n'est autorisée. Tous les tuyaux et raccords sont en acier inoxydable.

L'ensemble de l'installation doit pouvoir s'adapter à un changement de type de carburant aviation (kérosène type F34 par exemple).

Le titulaire a à sa charge le contrôle de la conformité de l'installation par un organisme agréé.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	---

4 – CALENDRIER / ORGANISATION / DOCUMENTS A FOURNIR

PLANNING

Le titulaire doit présenter 1 mois avant le commencement des travaux : un planning détaillé sur lequel doivent apparaître les zones et la durée d'intervention.

MANUTENTIONS

Le titulaire assure toutes les manutentions nécessaires au chantier, y compris les déchargements et chargements de camions.

HORAIRES DE TRAVAIL

Les horaires de travail sont de 7h30 à 17h du lundi au jeudi et de 7h30 à 14h le vendredi. Le personnel du titulaire doit respecter ces horaires.

DOCUMENTS A FOURNIR


Pendant la phase de préparation de chantier, le titulaire fourni les éléments suivants :

- Le planning des travaux
- Un dossier regroupant les caractéristiques des éléments mis en place (cuve, détecteur de fuite, jauge électronique, ...). Cette liste pourra être complétée pendant le chantier,
- Un tableau regroupant les caractéristiques du matériel mis en œuvre (poids, dimensions etc.),
- Les fiches de demande d'accès pour chaque personne intervenant sur le site
- Un plan de prévention.

A la fin des travaux :

Remise d'un dossier papiers et numérique regroupant :

- les documentations techniques de chaque matériel installé,
- les schémas d'exécution (tels que réalisé),
- le certificat de conformité et de capacité de l'installation,
- le certificat d'épreuve des circuits (tuyauteries et cuve) par un organisme agréé,
- le certificat de contrôle du détecteur de fuite par un organisme agréé,
- le bordereau de suivi des déchets (cuve).

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	--

5 – MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE

5.1 – Généralités

L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense impose une inspection commune préalable aux travaux. Cette visite est organisée par le chargé des travaux de l'AIA CF, afin de répondre au mieux aux exigences liées à la réglementation.

L'inspection commune préalable doit conduire à :

- délimiter le secteur d'intervention de l'entreprise extérieure,
- matérialiser les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs,
- indiquer les voies de circulation que peuvent emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures,
- définir les voies d'accès des travailleurs aux locaux et installations à l'usage de l'entreprise extérieure prévus à l'article R.4513-8 (sanitaires, vestiaires, restauration).

5.2 - Plan de prévention

Au vu des informations et des éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, le responsable AIA CF et le titulaire procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

Lorsque ces risques sont identifiés, les 2 employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.


L'inspection commune préalable devra être effectuée au plus tard 15 jours avant le début des travaux effectifs sur le site. En effet, comme le spécifie le code du travail, le plan de prévention doit être signé par les entreprises (utilisatrice et extérieure) avant le début des travaux.

Le plan de prévention sera obligatoirement signé par les responsables juridiques des deux entreprises. Un délai de deux semaines est donc souhaitable pour faciliter l'apposition de signatures.

Si tel n'est pas le cas, l'AIA CF se verra dans l'obligation de reporter le début de la prestation à une date ultérieure.

Points de vigilance :

- EPI spécifiques contre les vapeurs de kérosène
- Risques liés aux modifications de tuyauteries (soudure, brasure etc.) sur installation alimentée en kérosène (F44)

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025</p>
--	--	---

5.3 – Formation

Tout personnel travaillant sur le site doit recevoir la formation à la sécurité prévue à l'article L.4141-1 du code du travail.


Pour ce qui concerne la présente prestation l'AIA CF souligne au titulaire qu'il est de son ressort d'assurer notamment la formation de ses personnels :

- à la mise en œuvre ou la maintenance des équipements de travail (articles R4323-1, R4323-2, R4323-4 et R4323-5 du code du travail),
- à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs, plates-formes élévatrices de personnes, engins de manutention, de levage de charges ou de personnes (article R.233-13-9 du code du travail) : conformément au décret n° 98-1084 du 2 décembre 1998 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et aux prescriptions techniques auxquelles est subordonnée l'utilisation des équipements de travail et à l'arrêté du 2 décembre 1998 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes. Le titulaire doit pouvoir justifier que les opérateurs concernés sont détenteurs des autorisations réglementaires correspondantes,
- à la manutention manuelle des charges et aux gestes et postures de travail (articles R4541-7, R4541-8, R4541-9 du code du travail),
- à la mise en œuvre des dispositifs de protection collective,
- à l'utilisation des EPI y compris les dispositifs de retenue contre les chutes de hauteur (articles R4323-104, R4323-105 et R4323-106 du code du travail),
- aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident (article R.4224-15 du code du travail),
- à la circulation des engins et des personnes (Arrêté du. 4 nov. 1993, article 5),
- à la protection contre les dangers des courants électriques : les opérateurs qui sont appelés à intervenir sur des matériels alimentés par le courant électrique doivent être titulaires de l'habilitation correspondante en cours de validité délivrée par leur employeur. Si une situation de travail entre dans ce cadre, cette pièce doit être présentée préalablement à toute intervention,
- etc.... (liste non exhaustive).

Le titulaire doit respecter le règlement de sécurité de chaque atelier de l'AIA CF au sein duquel sont affectés ses opérateurs et se conformer au respect de la réglementation et des normes d'hygiène et de sécurité en vigueur.

5.5 –Équipements de protection individuelle (EPI)

Toutes les protections individuelles nécessaires à ses opérateurs et appropriées pour prévenir les risques générés par les travaux sont à la charge du titulaire.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	--

Le responsable AIA CF des travaux lui demande éventuellement les caractéristiques et les conditions d'emploi des EPI qu'il met en service.

5.6- Travaux en hauteur

Pour tous les travaux réalisés en hauteur le titulaire doit délimiter une zone de travail ; la présence d'une personne au sol assurant la surveillance est obligatoire pendant toute la durée des interventions.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires exigées par la configuration du travail pour limiter au maximum le risque de chute avec dénivellation telles qu'elles figurent dans :

- le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965,
- la circulaire DRT n° 2005/08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004 «Les travaux temporaires en hauteur ne doivent pas être réalisés lorsque les conditions météorologiques ou liées à l'environnement du poste de travail sont susceptibles de compromettre la sécurité et la santé des travailleurs (article R.233-12-26 du code du travail).

Le titulaire doit installer tous les dispositifs de sécurité réglementaires contre les chutes :

- un filet de sécurité (maille 10 x 10) contre les chutes des travailleurs,
- un filet à maille millimétrique contre les chutes d'objets et de matériaux en cours de chantier,
- Un harnais de sécurité fixé aux poutres métalliques ou ligne de vie.

5.7- Risque amiante

L'employeur doit mettre à disposition des travailleurs des vêtements de protection et des appareils respiratoires adaptés.

Emploi des outils préconisés dans la circulaire DRT 98/10 du 5/11/1998.


L'employeur établit pour chaque travailleur exposé, une fiche d'exposition conformément à l'article R 4412-110.

5.8- Formation des travailleurs

Une formation adaptée au type d'activité doit être dispensée auprès des travailleurs et auprès du personnel chargé de l'encadrement.

Cette formation est précisée par l'arrêté du 23/02/2012 ainsi que les modalités de la formation et les conditions de sa validation et de son renouvellement.

Les organismes de formation doivent-être certifiés par des organismes accrédités par le COFRAC.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025</p>
--	--	---

Une attestation de compétence doit être délivrée au travailleur par l'organisme de formation (articles R 4412-99, R 4412-100 et R 4412-137).

Il est demandé à l'entreprise, les justificatifs de cette formation pour les responsables techniques et le personnel d'encadrement et d'exécution des chantiers (DRT 98/10 du 5/11/1998).

5.9- Traitement des déchets

La cuve sera évacuée en ferraille dans une filière adaptée, à la charge du titulaire.

Les déchets d'hydrocarbures et d'eaux du nettoyage de la cuve seront dépotés en GRV à la déchetterie du site.

Tous les autres déchets seront amenés et triés à la déchetterie du site.

Les déchets amiantés de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, transport, entreposage et stockage (article R 4412-111).

Les emballages contenant les déchets doivent être appropriés et fermés avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28/04/1988 (article R 4412-112).

Les déchets doivent être transportés et éliminés conformément aux dispositions du chapitre 1 du titre IV du livre V du code de l'environnement.


6 – CONDITIONS D'ACCES SUR LE SITE

L'AIA CF est classée en zone protégée (ZP). L'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.


Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur à l'AIA CF et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant à l'AIA CF 3 mois (demandes d'accès annuelles) à 10 jours (demande ponctuelles) avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste.
- le personnel de cette liste devra avoir fait l'objet d'une enquête administrative et avoir recueilli l'accord d'accès de l'Officier de Sécurité.
- Cette enquête a une durée de validité de 3 ans maximum et doit être renouvelée à échéance : Le titulaire devra transmettre les formulaires requis au RSC trois mois avant cette dernière.
- Toute personne doit être en possession d'un badge fourni à l'entrée par le poste de garde.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025</p>
---	--	---

- Ce badge sera obligatoirement rendu au poste à chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.
- l'entrée de l'établissement s'effectue exclusivement par le Poste Accueil Filtrage,
- le port apparent du badge est obligatoire pour tous, dès l'entrée dans l'AIA CF et pendant tout le temps de présence dans l'emprise,
- les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement :
- les interventions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'AIA CF les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes de fermeture de l'établissement (périodes précisées lors de la réunion de lancement du marché).
- Une demande de travail en dehors des heures ouvrables (PTHP) devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera le nom du personnel AIA responsable et supervisant ces travaux, la liste du personnel, l'horaire et le lieu d'exécution des prestations
- les véhicules autorisés à pénétrer dans l'emprise doivent être dépourvus de passager à bord. Le conducteur est tenu de marquer l'arrêt à hauteur du PAF pour son identification par l'agent de sécurité confirmé et présenter son badge au contrôle d'accès pour ouverture du dispositif,
- Le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur de l'établissement, la circulation est soumise au strict respect des règles du code de la route.
- aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7h00 et 7h20 et entre 16h00 et 16h20 du lundi au jeudi et entre 14h00 et 14h20 le vendredi
- l'autorisation de stationnement est matérialisée par la remise d'un macaron. Les véhicules autorisés doivent être garés obligatoirement sur les zones de stationnement réservées à cet effet. Les remorques sont interdites.
- la responsabilité de l'AIA CF ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur de l'établissement à un membre du titulaire,
- l'autorisation d'accès et de stationnement avec un véhicule privé peut être retirée à tout moment en cas d'infraction aux règles de circulation du code de la route, pour des raisons de sécurité de défense ou pour non-respect du règlement intérieur de l'AIA CF,
- interdiction d'utiliser les cars et autres véhicules militaires de l'établissement,
- l'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF.
- interdiction d'introduire dans l'établissement des produits ou objets pouvant présenter un danger pour l'intéressé, son entourage ou les installations (produits toxiques, stupéfiants, matériels électriques, divers outillages personnels, boissons alcoolisées, armes)
- interdiction de prise de vue (de toute forme) dans l'emprise ou en direction de l'emprise AIA CF.
- interdiction de quitter les locaux du chantier et de circuler dans l'établissement sans autorisation du responsable de l'exécution du marché; l'accès des bâtiments non concernés par le chantier est strictement interdit.
- en application du décret 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et du décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à un usage collectif, il est interdit de fumer et de vapoter dans tous les lieux de travail couverts, y compris les bureaux individuels, et les bâtiments de restauration,
- interdiction d'allumer un feu quelconque et de procéder à des travaux par point chaud (chalumeau et arc électrique notamment) sans demander un permis de feu au service de sécurité de l'établissement,

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence :</p> <p align="center">06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p align="center">version : 1 du 13/06/2025</p>
--	--	--

- toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être réalisées par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) tant dans les véhicules que sur les personnes.

- le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Les sous-traitants éventuels du titulaire seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités.

Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations et au respect du règlement intérieur se verra refuser l'accès au site. En cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement présentant un risque pour la sûreté du site, l'Officier de Sécurité se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Nota : dans le cadre d'un contrat sensible exécuté dans une zone réservée en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Livraisons : en cas de livraison au titulaire par une entreprise extérieure, le titulaire devra faire connaître au Responsable de Suivi de Contrat la date de livraison et le nom de l'entreprise en charge de la livraison. Les chauffeurs livreurs doivent se présenter au poste de garde dès leur arrivée. Le PAF se charge ensuite de prévenir la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) qui appliquera le protocole livreur en vigueur à l'AIA CF. A l'issue, la BGA et le PAF doivent s'assurer de l'accompagnement du chauffeur livreur de l'entrée principale de l'AIA CF à son point de livraison puis jusqu'à sa sortie du site.

7 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES


L'AIA CF est un établissement industriel, du ministère des Armées, certifié ISO 14001 et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015.

Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant, les activités de conceptions, d'études et la fourniture de matériel.

L'AIA CF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis sans préjudice de l'arrêté ministériel d'autorisation cité précédemment ; et en particulier :

- L'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du ministère des Armées.

- Les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux ICPE en exploitation à l'AIA CF.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	--

Concernant les matériels objets du présent CCTP :

Le décret n° 2013-988 du 06 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

Le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques usagés,

Le règlement européen n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 modifié, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

Le règlement n° 1907/2006 (REACH) du 18 décembre 2006 modifié et plus particulièrement aux termes de l'article 33 relatif à l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles œuvrés ou manufacturés.

Les emballages seront limités au strict nécessaire à la protection des matériels. Ces emballages seront, dans la mesure du possible, réutilisables ou en matériaux recyclables. Les éléments de calage de type « chips » sont à proscrire.

Concernant les prestations objets du présent CCTP :

Dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14001, le titulaire respectera la politique environnementale, le guide de tri des déchets et les procédures de secteur qui lui seront fournis par le responsable AIACF de suivi de contrat.

Pour cela, avant la mise en route des prestations, en accord avec les procédures fixées par le bureau Environnement de l'AIA-CF, le responsable de suivi de contrat recensera en compagnie du responsable de l'entreprise sous-traitante, les risques environnementaux encourus, les impacts directs ou potentiels des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

Concernant la sensibilisation des personnels pour tous les sites :


Il sera demandé au titulaire de former et sensibiliser son personnel afin de limiter au maximum les nuisances environnementales dans les domaines suivants : air, eau et sol, bruit et vibrations, économies d'énergies, utilisation des Agents Chimiques Dangereux (ACD), tri des déchets, sécurité incendie, notamment :

- **Air**

Pratiquer l'éco conduite des véhicules utilisés sur le site afin de limiter les émissions de gaz d'échappement et maintenir tous les contenants de produit dangereux volatil fermés, afin de diminuer les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

- **Eau et sol**

Le titulaire limitera au strict nécessaire la consommation d'eau potable et ne rejettera pas de produits dangereux dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Tous les fûts et bidons de produits dangereux (y compris les déchets) devront être entreposés sur rétention et hors de portée du réseau d'eau pluviale.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 06/2025/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 13/06/2025</p>
---	---	---

- **Bruit et vibrations**

Le titulaire prendra en compte les contraintes imposées à l'établissement par le titre 7 des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'autorisation du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015: Prévention des nuisances sonores et des vibrations.

- **Economies d'énergies**

Le titulaire devra limiter au strict minimum l'utilisation des installations de chauffage ou de climatisation mises à sa disposition, veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées pendant les périodes de chauffage ou de climatisation et veiller à éteindre les lumières et autres consommateurs d'électricité en fin de vacation.

- **Utilisation des ACD (Agents Chimiques Dangereux)**

Les Agents Chimiques Dangereux (ACD) devront être traités en application du règlement de sécurité RS/CF/101 « Gestion des ACD ». Le titulaire fournira au responsable AIACF de suivi de contrat la fiche de données de sécurité (FDS) de tout ACD utilisé sur le site.


- **Tri des déchets**

Tous les déchets produits sur place devront être triés dans le respect du guide de tri. L'acheminement par le titulaire vers la déchetterie de l'établissement se fera conformément à la procédure environnement P/CF/ENV/100. L'AIACF se charge de l'évacuation des déchets vers les filières appropriées.

- **Sécurité incendie**

L'obtention d'un permis de feu est impérative avant tous travaux risquant de provoquer un départ d'incendie (soudure, meulage, etc...).

Il appartiendra au responsable AIACF de suivi de contrat d'informer le titulaire des consignes de sécurité et d'évacuation applicables à la zone de réalisation de la prestation.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p>Référence :</p> <p>06/2025/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 13/06/2025</p>
--	---	---

8 - Opérations de vérification et de réception

8.1- Vérification de la conformité de l'installation

- Afin de contrôler la conformité électrique de l'installation, l'AIACF mandatera à ses frais un organisme habilité et agréé pour vérifier la conformité de l'installation.
- Vérifications électriques initiales conformes au décret 2010-1016 du 30 août 2010 (articles: R 4226-14 à R 4226-20) par un organisme accrédité.

8.2- Réception des prestations

La réception par l'AIACF se déroulera après la levée de toutes les non-conformités par le titulaire.

Elle est prononcée par le chef du département Moyens de Soutien après vérification effectuée par le bureau MSI.

9 – GARANTIE

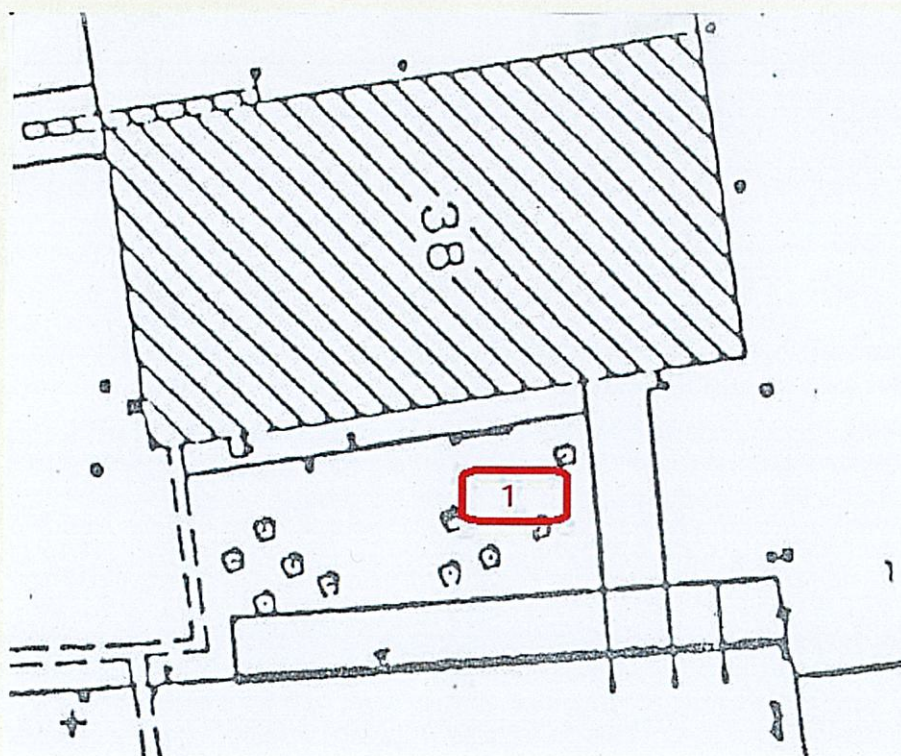
Le titulaire s'engage à effectuer une garantie (2 ans de parfait achèvement) pièces, main d'œuvre et déplacements à compter de la date de réception.

10 – ANNEXES

Annexe 1 : zone d'implantation

ANNEXE 1

<u>CUVE N°1 BATIMENT : 38</u>
Contenance : 30 000 Litres
KEROSENE
POSE : ENTERREE
DOUBLE ENVELOPPE
AVEC LIMITEUR DE REMPLISSAGE
MISE EN SERVICE : 1981
Canalisations Aériennes
Event : 3.00 m au dessus de cuve
Jaugeage : automatique



Zone d'implantation de la cuve